



Société anonyme au capital de 2 811 509 005 €
Siège social : 36-38, avenue Kléber – 75116 Paris
403 210 032 RCS PARIS

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE AU 31 MARS 2015

(NON AUDITE)

1 Evénements marquants de la période

Contexte général

La performance du Groupe au cours du premier trimestre de l'année 2015 est marquée principalement par :

- ❖ des résultats solides, qui reflètent la poursuite des plans de réduction de coûts, en cohérence avec les objectifs annuels du Groupe ;
- ❖ la contribution positive de l'intégration des activités de Dalkia International ;
- ❖ des effets de change favorables, notamment sur le dollar américain et la livre sterling ;
- ❖ l'absence de reprise de l'activité Déchets en France à date ;
- ❖ le contexte de baisse des prix des énergies en Europe et aux Etats-Unis ;
- ❖ un hiver 2015 en Europe globalement aussi doux que celui de 2014.

Evolutions au sein du Groupe

Cession des activités en Israël

Le 30 mars 2015, Veolia a finalisé l'accord signé le 9 juillet 2014 avec des fonds gérés par Oaktree Capital Management L.P, un leader parmi les sociétés d'investissement internationales, pour la cession de ses activités de gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie en Israël.

Cette opération était soumise à l'approbation des Autorités israéliennes de la concurrence et aux autorisations de changement d'actionariat usuelles dans ce type d'opérations.

Elle se traduit par un désendettement d'environ 226 millions d'euros pour le Groupe, dont 29 millions d'euros déjà pris en compte au 31 décembre 2014 du fait du classement en « actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente » conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Au 31 mars 2015, Veolia a comptabilisé une plus-value de cession hors impôt de l'ordre de 52 millions d'euros.

Rachat de la participation de la BERD dans Veolia Voda

Le 7 avril 2015, Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a racheté la participation de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) dans Veolia Voda (soit 8,36% du capital de Veolia Voda,

regroupant les activités Eau du Groupe en Europe Centrale et Orientale) pour un prix de 85,9 millions d'euros. Suite à cette opération, le pourcentage de détention du Groupe dans Veolia Voda s'établit à 100%.

Financement du Groupe

Refinancement de la dette

Veolia Environnement a procédé début avril 2015 au refinancement par anticipation d'une partie des obligations de maturités 2019, 2021 et 2022 pour un montant de 515 millions d'euros en émettant une nouvelle souche de maturité janvier 2028 pour un montant de 500 millions d'euros au taux de 1,59%. Cette opération permet au Groupe de lisser son échéancier et d'allonger la maturité moyenne de sa dette (qui passe de 9 ans à 9,3 ans), tout en réduisant son coût de financement.

Amélioration de la perspective de crédit

Début mai, S&P a confirmé la notation de crédit de Veolia à A-2 / BBB, mais a amélioré les perspectives du Groupe de négatives à stables.

Cette décision témoigne de la reconnaissance des efforts de restructuration entrepris par Veolia, de l'amélioration des résultats, et des effets positifs liés à la gestion active de la dette. Elle traduit également la confiance de l'agence de notation dans les perspectives stratégiques du Groupe.

Evolution de la gouvernance

Assemblée Générale Mixte de Veolia le 22 avril 2015

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Veolia Environnement, réunie à la Maison de la Mutualité, le mercredi 22 avril 2015, sous la présidence de M. Antoine Frérot, Président-directeur général de la Société, a approuvé l'ensemble des résolutions 1 à 17 qui lui étaient soumises.

L'Assemblée a notamment :

- approuvé les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2014 ;
- fixé le dividende en numéraire au titre de l'exercice 2014 à 0,70 euro par action. Ce dividende sera détaché de l'action le 5 mai 2015 et mis en paiement à compter du 7 mai 2015 ;
- renouvelé les mandats d'administrateur de Mme Maryse Aulagnon, M. Baudouin Prot et M. Louis Schweitzer et nommé Mmes Homaira Akbari et Clara Gaymard en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans à échéance de l'assemblée générale 2019 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- ratifié la cooptation de M. Georges Ralli en qualité d'administrateur pour la durée restant à courir du mandat de la société (Groupama SA) dont il était le représentant (Assemblée Générale 2016) ;
- émis un avis favorable sur les éléments de la rémunération, due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 et la politique de rémunération 2015 concernant M. Antoine Frérot, Président-directeur général de la Société.

La résolution A (non agréée par le conseil d'administration), qui visait à exclure l'acquisition automatique de droits de vote double prévue par la « loi Florange » pour les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans, a été rejetée.

À l'issue de cette Assemblée Générale Mixte, le conseil d'administration de Veolia Environnement se compose de dix-sept administrateurs, dont deux administrateurs représentants les salariés, cinq administratrices (soit 33,3 %) et de deux censeurs :

- M. Antoine Frérot, Président-directeur général ;
- M. Louis Schweitzer, Vice-Président et administrateur référent ;
- Mme Homaira Akbari ;
- M. Jacques Aschenbroich ;
- Mme Maryse Aulagnon ;
- M. Daniel Bouton ;
- Caisse des dépôts et consignations, représentée par Olivier Mareuse ;
- Mme Clara Gaymard ;
- Mme Marion Guillou ;
- M. Serge Michel ;
- M. Pavel Páša, administrateur représentant les salariés ;
- M. Baudouin Prot ;
- Qatari Diar Real Estate Investment Company, représentée par M. Khaled Al Sayed ;
- Mme Nathalie Rachou ;
- M. Georges Ralli ;

- M. Paolo Scaroni ;
- M. Pierre Victoria, administrateur représentant les salariés ;
- Mme Isabelle Courville, censeur ;
- M. Paul-Louis Girardot, censeur.

SNCM / Transdev Group

Principaux évènements du premier trimestre 2015

Le 19 décembre 2014, les administrateurs judiciaires ont lancé un processus d'appel à candidatures pour la reprise de tout ou partie de la SNCM. Les offres ont été reçues le 2 février 2015.

Le 13 février 2015, Transdev a indiqué avoir informé les administrateurs judiciaires qu'elle pourrait contribuer volontairement à une partie du financement du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), sous réserve de la conclusion d'un accord global, réglant définitivement le dossier, sous l'égide du tribunal de commerce de Marseille.

Le 22 avril 2015, lors de l'audience au tribunal de commerce de Marseille, à huis clos, le procureur de la République a estimé que les offres de reprise de la SNCM étaient insatisfaisantes. Ce dernier a requis de prolonger la période d'observation jusqu'à la fin de l'été soit pour permettre aux repreneurs d'améliorer leurs offres soit pour lancer un nouvel appel à candidatures. Le tribunal de commerce de Marseille n'a pas considéré les offres, sans permettre aux trois candidats de présenter leurs dossiers. Le jugement a été mis en délibéré « à quinzaine ».

Le 27 avril 2015, les administrateurs judiciaires saisissaient directement, par écrit, le secrétaire d'Etat chargé des transports, pour l'inviter à soutenir une solution transactionnelle.

Principes retenus pour la valorisation de la SNCM dans les comptes consolidés au 31 mars 2015

- o A l'instar des clôtures précédentes, la SNCM est comptabilisée dans les comptes du Groupe au travers de la mise en équivalence de Transdev, ne se situant pas dans le prolongement des activités du Groupe et n'impactant par conséquent pas les indicateurs financiers présentés ci-après.
- o L'engagement réitéré par Transdev de financer une quote-part du plan social est en ligne avec la position comptable retenue par le Groupe au 31 décembre 2014.

Investor Day

Le Groupe présentera en détail son nouveau programme stratégique pour les trois prochaines années lors d'un Investor Day le 17 novembre 2015.

Evénements postérieurs au 31 mars 2015

Moins de neuf mois après la reprise par EDF des activités françaises de Dalkia, Veolia accélère son développement sur le territoire national français, avec pour objectif de faire émerger un nouvel acteur de l'efficacité énergétique en France. Veolia a annoncé ainsi le 6 mai 2015 avoir signé un protocole d'acquisition avec les actionnaires de la société Altergis pour la reprise à 100% de l'entreprise. La reprise d'Altergis viendra renforcer le socle de compétences existantes de Veolia en matière d'énergie en France.

Spécialisée dans la mise en oeuvre des énergies et des fluides, Altergis a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de près de 70 millions d'euros et emploie 400 personnes sur le territoire français.

2 Information financière du premier trimestre 2015

2.1 Préambule

La publication de l'information financière du premier trimestre 2015 est marquée par les éléments suivants:

- ❖ Première application de l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes », relative à la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible à compter du 1er janvier 2015.

L'impact est matériel aux bornes du Groupe et s'élève à -46 millions d'euros au 31 mars 2015 en EBITDA et en EBIT courant, et à -43 millions d'euros en résultat net courant. Cependant, l'application rétrospective au premier trimestre 2014 n'entraîne pas de conséquence sur l'appréciation de la performance du Groupe.

- ❖ Première publication des nouveaux indicateurs financiers.

Dans un double objectif de meilleure lisibilité de sa performance opérationnelle et de meilleure comparabilité avec les autres sociétés du secteur, et comme indiqué dans sa communication 2014, le Groupe a décidé la mise en place de nouveaux indicateurs financiers à compter de l'exercice 2015, désormais utilisés dans la communication de ses résultats financiers.

Ces nouveaux indicateurs sont :

- le Chiffre d'Affaires, nouvelle dénomination de l'indicateur Produit des Activités Ordinaires,
- l'EBITDA,
- l'EBIT Courant, et
- le Résultat Net Courant.

Se référer au paragraphe 4.2 pour la réconciliation de ces nouveaux indicateurs avec les anciens indicateurs utilisés par le Groupe.

- ❖ Remontée du Maroc en activités poursuivies (à l'instar de la clôture annuelle 2014). Pour mémoire, les activités Eau au Maroc étaient classées comme activités non poursuivies dans l'information trimestrielle au 31 mars 2014 publiés le 7 mai 2014.
- ❖ Présentation de deux périmètres comparatifs liés à l'opération de décroisement Dalkia. Au 31 mars 2014, Dalkia France était toujours consolidé en intégration globale et Dalkia International en mise en équivalence à cette date. Deux périmètres comparatifs sont présentés : l'un dit « GAAP » avec Dalkia France en intégration globale et Dalkia International en mise en équivalence, l'autre dit « proforma » avec Dalkia International en intégration globale et hors Dalkia France.

2.2 Chiffres clés

Les bons résultats du Groupe sont en ligne avec les objectifs 2015 et présentent une nette amélioration de la marge d'EBITDA comme détaillé ci-après.

<i>In €M</i>	Q1 2014 retraité ⁽¹⁾	Q1 2015	Δ courant	Δ change constant
Chiffre d'affaires⁽²⁾	5 811	6 305	+8,5%	+4,7%
Chiffre d'affaires Proforma	6 147	6 305	+2,6%	-1,4%
EBITDA	645	816	+26,4%	+22,2%
EBITDA ProForma	736	816	+10,9%	+6,6%
Marge d'EBITDA Proforma	12,0%	12,9%	+90bp	+90bp
EBIT courant ⁽³⁾	328	397	+21,0%	+18,6%
EBIT Courant Proforma⁽³⁾	354	397	+12,0%	+8,8%
Résultat net courant – part du Groupe	113	212	+87,8%	
Capex industriels Proforma	290	267		
Free cash flow net ⁽⁴⁾	-402	-317		
Endettement financier net	8 845	8 970		

(1) Les données 2014 sont retraitées d'IFRS 5 et IFRIC 21 (cf. paragraphe 4.1)

(2) -0,9 % à change et périmètre constants

(3) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées dans le prolongement des activités du Groupe (hors Transdev, qui n'est plus dans le prolongement des activités du Groupe)

(4) Le free cash-flow net correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la capacité d'autofinancement financière, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel moins les investissements industriels nets, les frais financiers courants cash, les impôts cash, les charges de restructuration et les dépenses de renouvellement.

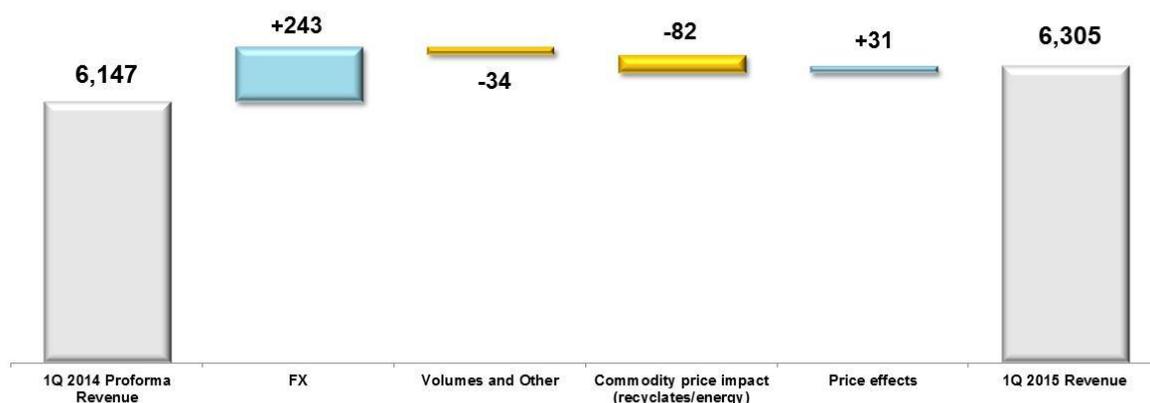
❖ **Chiffre d'affaires consolidé du groupe**

Au cours du premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 6 304,8 millions d'euros versus 5 811,0 millions d'euros au 31 mars 2014 en données Gaap, soit une augmentation de +8,5% en courant (+4,7% à change constant). Le chiffre d'affaires au 31 mars 2015 progresse de +2,6% en courant et de -1,4% à change constant comparé au 31 mars 2014 Proforma.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2015 est impacté notamment par les éléments suivants :

- en France, l'érosion contractuelle dans l'Eau et des volumes faibles dans l'activité Déchets ;
- la baisse des prix de l'énergie, en particulier en Allemagne et aux Etats-Unis ;
- la croissance des activités du Groupe à l'international, hors Europe ;
- un hiver européen presque aussi doux en 2015 qu'en 2014.

L'évolution du chiffre d'affaires entre 2014 en données Proforma et 2015 peut s'analyser comme suit par principaux effets :



L'effet change sur le chiffre d'affaires est positif et s'élève à 243 millions d'euros (+4% du chiffre d'affaires). Il reflète principalement la variation de l'euro par rapport au dollar américain (108 millions d'euros) et la livre sterling (57,8 millions d'euros).

Les effets volume / commerce négatifs (-0,5% du chiffre d'affaires) sont en lien avec l'érosion contractuelle dans l'Eau en France et des volumes faibles dans l'activité Déchets en France et en Allemagne, malgré un bon contexte commercial à l'international (Asie, Amérique Latine, Etats-Unis).

Le chiffre d'affaires du Groupe est pénalisé par la baisse du prix des énergies aux Etats-Unis et en Allemagne, et du prix des matières recyclées en France et en Allemagne. Des effets prix positifs sont néanmoins liés aux indexations tarifaires favorables en particulier en Europe Centrale et Orientale (activités Eau) et en Amérique Latine.

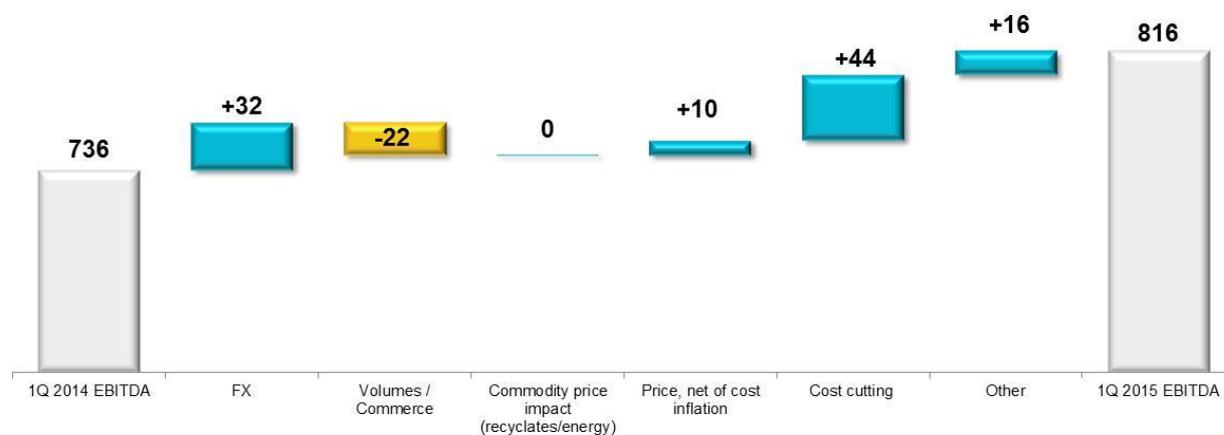
❖ EBITDA

Au 31 mars 2015, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 815,9 millions d'euros, soit une augmentation de +26,4% en courant et de +22,2% à change constant par rapport au 31 mars 2014 en données Gaap. La progression de l'EBITDA au 31 mars 2015 est de +10,9% en courant et de +6,6% à change constant comparé au 31 mars 2014 Proforma.

Cette forte progression de l'EBITDA est portée par :

- la poursuite de la bonne dynamique du Groupe en Europe Centrale et Orientale, en Asie, au Moyen-Orient, dans les activités industrielles des Etats-Unis, et en Amérique Latine ;
- la contribution significative des plans d'économies de coûts.

L'évolution de l'EBITDA entre 2014 en données Proforma et 2015 peut s'analyser comme suit :



L'effet change sur l'EBITDA est positif et s'élève à 32 millions d'euros. Il reflète principalement la variation de l'euro par rapport au dollar américain (10 millions d'euros) et la livre sterling (6,6 millions d'euros).

L'effet volume / commerce défavorable concerne notamment la France (continuité de l'érosion contractuelle dans l'Eau, et des volumes faibles dans la Propreté), partiellement compensé par l'impact de nouveaux contrats aux Etats-Unis, en Amérique Latine et en Asie.

La contribution des plans d'économies de coûts s'élève à 44 millions d'euros, soit un montant cumulé de 626 millions d'euros au 31 mars 2015.

❖ EBIT courant

L'EBIT courant consolidé du Groupe au 31 mars 2015 s'élève à 396,7 millions d'euros, en progression de +21,0% en courant (+18,6% à change constant) comparé au 31 mars 2014 en données Gaap. La progression de l'EBIT courant est de +12,0% en courant et de +8,8% à change constant comparé au 31 mars 2014 Proforma.

La progression de l'EBIT courant provient principalement de la forte amélioration de l'EBITDA. Les dotations nettes aux amortissements restent stables sur la période.

L'effet change sur l'EBIT courant est positif à 11 millions d'euros et reflète principalement la variation de l'euro par rapport au dollar américain (5,9 millions d'euros) et la livre sterling (3,6 millions d'euros).

Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT courant au 31 mars 2015 et au 31 mars 2014 sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 mars 2015	31 mars 2014 Proforma	31 mars 2014 Gaap	Variation 2015 / 2014 Proforma
EBITDA	815,9	735,7	645,4	+10,9%
Amortissements	-330,2	-326,7	-267,2	
Quote-part des JV et des MEQ	22,4	25,8	81,3	
Dépenses de renouvellement	-65,0	-63,4	-88,7	
Remboursement des actifs financiers opérationnel	-31,7	-27,5	-43,8	
Provisions, ajustements de juste valeur, et autres	-14,7	10,3	0,9	
EBIT courant	396,7	354,2	327,9	+12,0%

❖ **Résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère**

Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère est en forte progression. Il s'établit à 212,2 millions d'euros au 31 mars 2015 contre 113,0 millions d'euros au 31 mars 2014, sous l'effet de :

- la croissance de l'EBIT courant,
- et la baisse du taux de financement (5,02% au 31 mars 2015, versus 5,22% au 31 mars 2014.)

Au 31 mars 2015, les plus ou moins-values de cessions financières s'élèvent à 67 millions d'euros et comprennent notamment la plus-value de cession réalisée sur les activités du Groupe en Israël à hauteur de 52 millions d'euros. Retraité des plus ou moins-values de cessions financières, le résultat net courant s'élève à 145 millions d'euros au 31 mars 2015, contre 106,5 millions d'euros au 31 mars 2014, soit une progression de 36.2%.

Le résultat net courant du premier trimestre 2015 est également affecté par la première application d'IFRIC 21 à hauteur de -43 millions d'euros, contre -45 millions d'euros au premier trimestre 2014.

❖ **Financement**Evolution du free cash-flow net

<i>(en millions d'euros)</i>	Mars 2015	Mars 2014 Gaap
EBITDA	816	645
Investissements industriels nets	-238	-260
Autres (variation BFR opérationnel, dividendes reçus des entités mises en équivalence et des co-entreprises, dépenses de renouvellement, et coûts de restructuration)	-743	-637
Éléments financiers (intérêts versés courants et capacité d'autofinancement financière)	-103	-101
Impôts payés	-49	-49
Free cash-flow net, avant versement du dividende, investissements financiers et cessions financières	-317	-402

Le free cash-flow net est négatif et s'établit à -317 millions d'euros au 31 mars 2015 (versus -402 millions d'euros au 31 mars 2014).

L'évolution du free cash-flow net par rapport au 31 mars 2014 reflète essentiellement :

- l'amélioration de l'EBITDA ;
- la bonne maîtrise des investissements industriels, dont la baisse s'explique notamment par les contrats PFI au Royaume-Uni ;
- l'impact négatif du besoin en fonds de roulement opérationnel à hauteur de -660 millions d'euros, versus -564 millions d'euros en 2014. L'effet saisonnalité du besoin en fonds de roulement opérationnel est accentué par l'intégration en 2015 des activités de Dalkia International, notamment en Italie.

Endettement financier net

Au global, l'endettement financier net s'établit à 8 970 millions d'euros, contre 8 845 millions d'euros au 31 mars 2014. En dehors de l'évolution du free cash-flow net, il est pénalisé par un effet de change négatif de 574 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année. L'évolution des taux de change depuis le 31 mars 2014 ont eu un effet global sur l'endettement financier net de près d'1 milliard d'euros.

Les investissements financiers au 31 mars 2015 n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les cessions financières s'élèvent à près de 300 millions d'euros au 31 mars 2015 et incluent notamment :

- la cession de la participation de 40% dans la société S.D.C PTE, à Singapour, pour un montant de 47 millions d'euros en valeur d'entreprise,
- la cession des activités en Israël, qui contribue à un désendettement global du Groupe à hauteur de 226 millions d'euros.

Pour mémoire au 31 mars 2014 :

- les investissements financiers incluaient principalement la prise de contrôle de Kendall aux Etats-Unis pour 19 millions d'euros,
- les cessions financières n'appelaient pas de commentaires particuliers, mis à part la cession des activités Delfluent réalisée pour un prix de cession de 7,9 millions d'euros.

2.3 Activité et résultats du premier trimestre

Chiffre d'affaires (M€)						
	Au 31 mars 2015	Au 31 mars 2014 Proforma	Variation 2015/2014	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
France	1 320,1	1 367,0	-3,4%	-3,6%	+0,2%	-
Europe hors France	2 312,0	2 345,9	-1,4%	-3,5%	-	+2,1%
Reste du monde	1 369,1	1 208,7	+13,3%	+1,6%	-0,3%	+12,0%
Activités Mondiales	1 121,1	1 057,3	+6,0%	+2,1%	-0,1%	+4,0%
Autres	182,5	167,8	+8,7%	+3,5%	+0,7%	+4,5%
Groupe	6 304,8	6 146,7	+2,6%	-1,4%	+0,0%	+4,0%

❖ France

Au cours du premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires de la France ressort à 1 320,1 millions d'euros, en retrait de -3,4% en courant (-3,6% à périmètre constant) par rapport au 31 mars 2014 en données proforma.

- Le chiffre d'affaires des activités Eau est en retrait de -5,5% en courant et à périmètre constant par rapport au 31 mars 2014 en données proforma. Il bénéficie d'une sensible progression des indexations tarifaires (d'environ +1%) qui compense partiellement l'érosion contractuelle ainsi que la moindre activité travaux du fait de la contraction du marché des travaux publics. Les volumes vendus sont globalement stables sur la période.
- Le chiffre d'affaires des activités Déchets (-1,0% en courant) est impacté par les pertes de contrats de collecte municipale et commerciale, ainsi que par la baisse des volumes enfouis, en particulier en Ile de France. Les matières recyclées (papier, ferrailles et métaux) sont également affectés par des effets volumes et prix défavorables.

L'EBITDA de la France est globalement stable sur la période. La variation négative de l'activité est en partie compensée par l'impact des plans de réduction de coûts.

❖ Europe hors France

Au 31 mars 2015, le chiffre d'affaires de l'Europe hors France ressort à 2 312,0 millions d'euros, en baisse de -1,4% en courant (-3,5% à change et périmètre constants) par rapport au 31 mars 2014 en données proforma.

Cette variation concerne essentiellement :

- Les pays d'Europe Centrale, dont le chiffre d'affaires reste stable (+0,2% à change et périmètre constants), avec une progression en particulier en République Tchèque, en Pologne, et en Hongrie en partie compensée par la diminution du chiffre d'affaires en Lituanie et en Roumanie.
- Le Royaume Uni, où l'on constate un retrait de -4,8% du chiffre d'affaires à change et périmètre constants, principalement dans les activités Déchets. La baisse du chiffre d'affaires construction des incinérateurs (notamment Staffordshire) est toutefois partiellement compensée par la progression des volumes des contrats PFI, des volumes mis en décharge et de collecte commerciale ;
- L'Allemagne : le recul du chiffre d'affaires (-11,3% en courant) est principalement lié au contrat de Braunschweig (effets défavorables sur les volumes et sur les prix des énergies, et impact des taxes sur les énergies renouvelables), ainsi qu'aux activités Déchets de collecte commerciale ;
- L'Italie dans l'Energie (-8,7% en courant et à change et périmètre constants), en lien avec la perte de contrats dans les régions Centre-Nord et Nord-Ouest.

Le chiffre d'affaires bénéficie en revanche d'une croissance soutenue en Espagne (+17,3% en courant et à change et périmètre constants), grâce à la signature de plusieurs contrats d'efficacité énergétiques et à un bon début d'année commercial dans l'activité Installation.

L'EBITDA de l'Europe hors France connaît une augmentation significative, en particulier en Europe Centrale, du fait d'effets prix favorables sur les énergies achetées, de la contribution positive des plans d'économies de coûts, et de la bonne intégration des activités internationales de Dalkia, dans un contexte climatique en 2015 globalement similaire à celui du premier trimestre 2014.

❖ **Reste du monde**

Au 31 mars 2015, le chiffre d'affaires du Reste du monde ressort à 1 369,1 millions d'euros, en augmentation de 13,3% en courant (+1,6% à change et périmètre constants) par rapport au 31 mars 2014 en données proforma.

Le chiffre d'affaires du Reste du monde est le reflet d'une croissance solide :

- en Amérique Latine (+22,8% en courant, +23,8% à change et périmètre constants), en particulier en Argentine (effets favorables sur les prix dans les activités Déchets et gains de contrats notamment à Buenos Aires), et en Equateur (chiffre d'affaires construction).
- en Chine (+39,8% en courant, +19,9% à change et périmètre constants), principalement liée à la progression des activités Energie (gains de contrats industriels et effets favorables sur les volumes) ;
- en Afrique et Moyen-Orient (+9,2% en courant, +6,8% à change et périmètre constants), en particulier dans les activités Eau et Energie aux Emirats Arabes Unis, ainsi que dans les activités Eau à Oman et au Qatar.

Cette forte croissance est tempérée par une diminution du chiffre d'affaires aux Etats-Unis, liée notamment à la baisse du prix des énergies vendues sur nos principales installations.

Au global du segment Reste du monde, l'effet de change sur le chiffre d'affaires s'établit à 145 millions d'euros au 31 mars 2015.

L'EBITDA du segment Reste du monde est en forte augmentation, en lien avec la croissance du chiffre d'affaires et la contribution des plans de réduction des coûts.

❖ **Activités mondiales**

Au cours du premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires du segment Activités mondiales ressort à 1 121,1 millions d'euros, en progression de +6,0% en courant (+2,1% à change et périmètre constants) par rapport au 31 mars 2014 en données proforma.

Cette évolution est principalement liée aux bonnes performances opérationnelles de Veolia Water Technologies. Le chiffre d'affaires de VWT progresse en effet de +13,4% en courant et +5,4% à change et périmètre constants, en lien avec les grands projets Design and Build industriels, en particulier le projet de dessalement Az Zour North au Moyen-Orient et le projet Carmon Creek au Canada.

Cette augmentation du chiffre d'affaires est néanmoins tempérée par :

- la légère dégradation du chiffre d'affaires des activités de déchets spéciaux, liée à la baisse des volumes traités et enfouis ainsi qu'à la baisse des prix des huiles usagées. Par ailleurs, le Groupe a enregistré un bon démarrage de l'incinérateur de déchets toxiques en Espagne, racheté fin 2014 ;
- la diminution du chiffre d'affaires des contrats multiservices industriels liée à l'arrêt d'un projet industriel au Portugal en février 2014.

L'EBITDA des Activités mondiales est en légère diminution, en particulier dans les Déchets spéciaux en lien avec l'impact des prix bas des matières recyclées (huiles, plastiques) et un démarrage lent en début d'année. Les activités travaux en France sont également pénalisées par la contraction des marchés publics.

❖ **Autres**

Au cours du premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires du segment Autres ressort à 182,5 millions d'euros, en progression de +8,7% en courant (3,5% à change et périmètre constants) par rapport au 31 mars 2014 en données proforma.

L'évolution de l'EBITDA est en lien avec la croissance du chiffre d'affaires et la contribution positive du plan de réduction des coûts.

3. Objectifs

Pour l'exercice 2015, le Groupe confirme ses objectifs annuels au regard du bon début d'année :

- ❖ croissance du chiffre d'affaires ;
- ❖ nouvelle croissance de l'EBITDA et du Résultat opérationnel courant en lien avec :
 - la poursuite de bonnes performances opérationnelles et,
 - les effets des économies de coûts avec la poursuite de l'exécution du plan à 750 millions d'euros d'économie ;
- ❖ poursuite de la maîtrise des CAPEX ;
- ❖ couverture du dividende et du coupon de l'hybride par le résultat net courant et payé par le Free Cash-Flow hors cessions financières nettes ;
- ❖ maîtrise de l'endettement financier net.

4. Annexes au rapport d'activité**4.1. Réconciliation des données publiées en 2014 avec les données retraitées 2014**Principales données « Gaap » à fin mars 2014 retraitées ⁽¹⁾

<i>En M€ - Données en périmètre publié ⁽²⁾</i>	31 mars 2014 publié	Retraitement IFRS 5 ⁽³⁾	Retraitement IFRIC 21	31 mars 2014 retraité
Chiffre d'affaires	5 688,4	+122,6	-	5 811,0
Capacité d'autofinancement opérationnelle	546,7	+18,3	-52,2	512,8
Résultat opérationnel récurrent ⁽⁴⁾	376,3	+10,3	-52,2	334,4
Investissements industriels bruts	278	-	-	278
Cash-Flow libre	-432	+30	-	-402
Endettement Financier Net	8 556	+289	-	8 845
Endettement Financier Net Ajusté	5 885	+289	-	6 174
EBITDA	N/A	N/A	N/A	645,4
EBIT courant	N/A	N/A	N/A	327,9
Résultat net courant – Part du Groupe	N/A	N/A	N/A	113,0

(1) Données non auditées

(2) Périmètre publié : y compris Dalkia France en intégration globale et Dalkia International consolidé en mise en équivalence sur le premier trimestre 2014

(3) Reclassement en résultat des activités poursuivies des activités Eau au Maroc

(4) Y compris quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et entreprises associées au 31 mars 2014 retraité

Principales données « proforma » à fin mars 2014 retraitées (1)

<i>En M€ - Données en périmètre proforma ⁽²⁾</i>	31 mars 2014 publié	Retraitement IFRS 5 ⁽³⁾	Retraitement IFRIC 21 et autres	31 mars 2014 retraité
Chiffre d'affaires	6 028,9	+122,6	-4,8	6 146,7
Capacité d'autofinancement opérationnelle	674,6	+18,3	-48,2	644,7
Investissements industriels bruts	290	-	-	290
EBITDA	N/A	N/A	N/A	735,7
EBIT courant	N/A	N/A	N/A	354,2
Résultat net courant – Part du Groupe	N/A	N/A	N/A	113,2

(1) Données non auditées

(2) Périmètre proforma: hors Dalkia France et Dalkia International en intégration globale sur le premier trimestre 2014

(3) Reclassement en résultat des activités poursuivies des activités Eau au Maroc

IFRIC 21 « Taxes »

- Une interprétation qui précise la comptabilisation des taxes, droits et autres prélèvements entrant dans le champ d'application d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », et qui sont spécifiquement exclues du champ d'application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat ».
- Une comptabilisation de l'obligation désormais attachée au fait générateur fiscal, qui impose le règlement de la taxe par la société.
 - La date de comptabilisation du passif lié à la taxe ou au prélèvement est déterminée par la formulation exacte du texte de loi régissant le prélèvement.
 - La totalité du passif doit être comptabilisée au moment où le fait générateur de la taxe défini par la législation survient. Ainsi, si une taxe est due lorsqu'une entité exerce une activité au 1er janvier N, c'est à cette date que le passif représentatif de la taxe dans sa totalité pour l'année devra être comptabilisé.

→ Ainsi pour la majorité des taxes dites « RESOP » impactées :

Avant IFRIC 21 : abonnement sur 12 mois

Après application IFRIC 21: comptabilisation au fait générateur fiscal

- Une application rétrospective obligatoire à compter du 1er janvier 2015 pour les comptes intermédiaires et annuels.
- L'impact de l'application d'IFRIC 21 réside essentiellement en une allocation différente de la charge lors des clôtures intermédiaires. En conséquence, les comptes consolidés annuels ne seront pas affectés de manière significative par l'application de cette interprétation.

Impacts IFRIC 21 en M€	31 mars 2014 GAAP
EBITDA	-52
EBIT courant	-52
Résultat net courant	-45

Impacts IFRIC 21 en M€	31 mars 2015
EBITDA	-46
EBIT courant	-46
Résultat net courant	-43

4.2 Réconciliation des anciens et des nouveaux indicateurs utilisés par le Groupe

Le tableau de passage de la capacité d'autofinancement opérationnelle au nouvel indicateur EBITDA est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	31 mars 2015	31 mars 2014 Proforma
Capacité d'autofinancement opérationnelle	695	645
<u>Exclusion :</u>		
Dépenses de renouvellement	+65	+63
Charges de restructuration (1)	+24	+0
<u>Intégration :</u>		
Remboursement des actifs financiers opérationnels	+32	+28
EBITDA	816	736

(1) Les charges de restructuration au 31 mars 2015 sont essentiellement liées au plan de départ volontaire de l'Eau France.

Le tableau de passage du résultat opérationnel récurrent à l'EBIT courant est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 mars 2015	31 mars 2014 Proforma
Résultat opérationnel récurrent	463	359
<u>Exclusion</u>		
• Plus-values de cessions financières	-67	-5
• Impacts IFRS 2	+1	+0
• Dépréciation de goodwill	+0	+0
• Charges et provisions de restructuration	+0	+0
• Pertes de valeur sur les actifs corporels, incorporels et AFO	+0	+0
• Autres	+0	+0
EBIT courant	397	354